

Document de travail proposé à la discussion le 17 janvier 2021 par Robert Spizzichino, Gilles Maréchal et Jean-Claude Devèze

UNE AGRICULTURE DURABLE ET UNE ALIMENTATION SAINES, UN DÉFI POUR TOUS

L'alimentation est désormais installée au cœur du débat public. Elle est l'objet simultanément de craintes, de colères, d'expériences, d'exigences de la part aussi bien des consommateurs que des producteurs, des citoyens que des politiques, des parents d'élèves que des commerçants, etc. Pour autant, malgré les appels à davantage d'information et de transparence dans la connaissance des systèmes agroalimentaires et malgré l'apparition de dispositifs locaux de concertation, par exemple dans le cadre des Projets Alimentaires Territoriaux, elle reste un champ de confrontation entre des visions qui semblent irréconciliables de l'avenir souhaitable et de la transition vers celui-ci. Plus largement, la notion de système agroalimentaire recouvre, tout à la fois, des filières et des chaînes de valeurs touchant la production, la transformation, la distribution et la consommation en relation avec notre alimentation. C'est dire l'importance et la complexité des changements à promouvoir en lien avec l'évolution de nos modèles de vie.

Les convivialistes ne peuvent rester muets sur les débats en cours et sur les caractères réducteurs de bien des arguments fournis (au nom de l'« écologie du mieux » et de la « croissance écologique », en les opposants à une « écologie du moins » et à la « décroissance verte »). En complément du « pourquoi », les convivialistes peuvent aussi s'exprimer sur le « comment ». Les approches dominantes s'inscrivent dans une perspective descendante, du « haut » mondialisé vers un « bas » local, autrefois sous l'égide des états-nations, aujourd'hui de plus en plus à l'initiative des firmes multinationales. Elles enferment le débat dans des approches de filières en silo d'où les consommateurs sont exclus aux dépens de dynamiques territoriales organisant les échanges entre tous les acteurs concernés. La table n'est-elle pas un des premiers lieux de convivialité où, comme le disait Plutarque, on ne rassemble pas pour manger, mais pour manger ensemble ?

Au-delà même de l'importance des enjeux pour la vie quotidienne de toutes et tous, ces débats touchent aussi des questionnements fondamentaux comme le caractère d'appartenance aux « communs » du foncier agricole, la conception même des villes et le « ménagement » des territoires, les limites de tous les traitements mécanistes de la « nature », et bien d'autres du fait du caractère systémique de ce qui touche à l'agroalimentaire. Plus généralement, l'existence d'un conflit central entre des orientations portées par des forces sociales privilégiant le bien produire, le bien vivre et la solidarité et les tenants du technologique qui serait rentable et compétitif est apparu au grand jour.

La bataille des idées doit se déployer sur cette thématique pour mieux nourrir les débats politiques. Ces quelques pages souhaitent y contribuer.

1- La crise sanitaire a mis en évidence l'importance du concept de résilience alimentaire, mais aussi rappelé l'importance des équilibres des systèmes vivants et des modes de décision les concernant.

La résilience alimentaire est la capacité de notre système à continuer de nourrir les populations dans de bonnes conditions en cas de crise majeure. Dans notre cas, dans les pays développés, la crise alimentaire a pu être évitée pour deux raisons principales :

- Les transporteurs, routiers notamment, ont accepté de poursuivre leurs activités dans des conditions difficiles
- Il y a eu des adaptations intelligentes en provenance du monde agricole et des acteurs locaux en ce qui concerne tant la production que la distribution, les consommateurs s'adaptant à ces évolutions.

Mais, plus fondamentalement, l'apparition du virus a aussi posé des questions sur les interactions problématiques des humains avec les systèmes vivants, en particulier en matière d'équilibres démographiques hommes/espèces vivantes.

Quelle importance aura à l'avenir sur les systèmes agroalimentaires la recherche d'équilibres entre la nature et l'homme, entre les divers types et modes d'alimentation, entre la culture, l'élevage et la forêt ?

Il est très vraisemblable que cette pandémie provienne d'espèces animales touchées par la diminution de la biodiversité et par la rupture de certains écosystèmes naturels. Tout montre qu'il faut s'attendre à d'autres pandémies du même type

La gestion de la crise sanitaire a confirmé de manière générale le faible poids des citoyens dans les décisions prises ; ce déficit démocratique concerne aussi les décisions sur l'évolution des systèmes agroalimentaires, en particulier avec les déséquilibres entre pouvoirs d'influence des lobbys agroalimentaires et commerciaux par rapport aux paysans, au petit commerce et aux consommateurs.

Quel poids des agriculteurs et des consommateurs dans les décisions les concernant ?

Ces questions doivent être clairement replacées par rapport aux problèmes de la vie sur terre (dérèglements climatiques, pollutions et gaspillages, régression rapide de la biodiversité), par rapport aux rapports entre santé et alimentation, par rapport aux évolutions culturelles et sociales qui influencent les systèmes agroalimentaires (par exemple en matière de technologie), par rapport aux tensions politiques (par exemple entre les tenants des agricultures familiales paysannes et ceux de l'agro-industrie).

L'autonomie alimentaire

La recherche d'une meilleure résilience alimentaire des territoires conduit logiquement à mettre en place une autonomie alimentaire plus poussée par la recherche de productions locales et de circuits courts de distribution. Mais l'autonomie alimentaire ne doit pas être un slogan idéologique synonyme d'autarcie. Non seulement, il n'est souvent pas possible de satisfaire à tous les besoins alimentaires des populations sur un territoire, y compris pour des raisons agronomiques ; mais aussi, il est important de ne pas négliger les nécessaires solidarités avec les pays du Sud

2- L'avenir des systèmes agroalimentaires doit prendre en compte des conflits et diverses tensions, en particulier :

- entre des visions montantes des problèmes à partir du terrain et des visions descendantes à partir des institutions, des technostructures. des lobbys... ;
- entre deux visions de l'économie, d'une part celle de l'agriculture paysanne, associée à la transformation/distribution de proximité qui se réclament souvent de l'Économie Sociale et Solidaire, d'autre part celle de l'agro-industrie qui se situe dans le camp du capitalisme libéral. Cette opposition sur les concepts et les modèles économiques peut tuer dans l'œuf les

initiatives les plus prometteuses, stopper les changements potentiels en cours; mais la crise a aussi renforcé le poids des discours d'agents ancrés dans l'agro-industrie qui ont recyclé à leur manière les arguments des premiers ;

- entre les approches agroécologiques et celles productivistes, ces dernières s'auto-justifient par la nécessité de baisser le coût de l'alimentation et celle de nourrir le monde en détresse avec ses surplus (aide alimentaire dominée par les USA).

Dans ce domaine comme dans d'autres, **les forces économiques traditionnelles**, (qui, pour beaucoup dans l'agriculture, utilisent des statuts de type coopératif sans toutefois être très exigeantes sur le respect de l'esprit de l'économie sociale), laissent **régner la confusion sur les concepts et les modèles économiques ou même l'organisent** pour tuer dans l'œuf des initiatives prometteuses et stopper les changements potentiels en cours afin de conserver leurs positions dominantes : création de labels adaptés, regroupements syndicaux locaux dominés par les intérêts économiques d'un petit nombre, etc.

Le système agricole et alimentaire reste le siège de violences croisées entre l'échelle individuelle, groupale (par des syndicats agricoles ou des associations) et institutionnelle (comme l'illustre la création au sein de la Gendarmerie Nationale d'une cellule « Demeter » destinée à apporter une réponse globale et coordonnée à l'ensemble des problématiques de sécurité qui touchent le monde agricole, y compris l'agribashing. Dans ce cadre, une convention a également été signée entre le ministère de l'Intérieur et les deux principaux syndicats agricoles, la FNSEA et les JA) .

Pour autant, une lecture des évolutions à l'échelle de la décennie montre la montée en puissance des attentes portant sur l'alimentation ; celle-ci est à la fois champ d'expérimentation et de créativité pour le monde de demain et symbole des sujets critiques comme l'impact global de la qualité de l'alimentation sur la santé ou la lutte contre la précarité alimentaire impliquant l'ensemble des citoyens.

Ce faisant, il est intéressant de constater les tensions de pensées qui s'opèrent, dans ce domaine comme dans d'autres, entre la valorisation d'une échelle locale soucieuse de diversités et de participation directe et le rappel réaliste d'une globalité unificatrice mondiale installée.

On doit aussi être attentif aux évolutions sociales qui se sont produites à l'occasion de cette crise sanitaire et aux graves conséquences sur le travail et l'économie. On a noté des réactions vives de la part de ménages modestes qui se croyaient à l'abri de la détresse alimentaire et qui, tout d'un coup, se trouvent en état de précarité alimentaire du fait de la crise. Cette détresse a été vécue par eux comme une violence ; de nombreux témoignages en font état.

Plus généralement, l'existence d'un conflit central entre des orientations portées par des forces sociales privilégiant le bien produire, le bien vivre et la solidarité et les tenants du technologique qui serait rentable et compétitif est apparu au grand jour. Cela inclut l'opposition entre agriculture paysanne et agro-industrie. Ce conflit se retrouve dans l'opposition entre des visions montantes du problème à partir du terrain et des visions descendantes à partir des institutions et des technostructures.

3- Une évolution majeure du système agroalimentaire est probable, mais sa direction reste incertaine

Plusieurs facteurs convergent pour montrer que **le système actuel de l'agro-industrie telle que nous la connaissons va rapidement atteindre ses limites** en France:

- Le verdissement des aides financières sous la pression de l'opinion publique, et le constat que, après des périodes délicates de démarrages, les revenus des agriculteurs sont plus élevés avec le bio et l'agroécologie qu'avec la plupart des modèles productifs actuels

- La demande sociale en croissance continue pour des produits de qualité d'une agriculture durable
- La volonté d'un nombre toujours croissant d'agriculteurs de cesser l'utilisation de substances dangereuses pour la santé
- Le facteur du remplacement démographique : la nouvelle génération d'exploitants qui prend la relève possède des critères différents par rapport à leur rôle dans la société contemporaine, mais la question se pose du nombre des vocations compte tenu des difficultés à s'installer.

Pour autant, l'avenir est loin d'être tracé. On a vu les tensions importantes qui traversent le monde agro-alimentaire. Et pour construire l'avenir, des conceptions divergentes se confrontent, entre un paradigme techno-solutionniste, illustré par exemple par l'agriculture en conteneurs ou la fuite en avant robotique, et un paradigme socio-relationnel, où ce sont les forces sociales et les remises en cause personnelles qui permettent de maîtriser les évolutions. Cette bipolarisation n'est pas nouvelle : elle correspond d'assez près à la situation qui régnait au Brésil avec en parallèle un ministre de l'agriculture dédié à l'agro-industrie à vocation exportatrice et un ministère du développement agricole centré sur l'agriculture familiale et vivrière.

Quel moteur pour les évolutions : la technologie ou les forces sociales ?

De vifs débats opposent les tenants de stratégies où l'innovation technologique est centrale pour répondre à l'ensemble des défis alimentaires et ceux qui mettent les interactions sociales et le jeu démocratique au cœur des évolutions souhaitables.

Deux thèmes d'actualité peuvent l'illustrer. La progression du régime végétarien ou vegan retentit sur l'amont de la chaîne alimentaire, et oppose les tenants d'un élevage en agriculture paysanne et les défenseurs, au nom de considérations éthiques ou environnementales, de substituts de synthèse à la viande.

Dans le domaine de l'agriculture urbaine, l'agriculture « verticale » ou en containers, qui repose sur le contrôle technologique de milieux artificialisés, en vient à promettre la solution à l'approvisionnement des villes et à la crise environnementale globale, alors que des organisations défendent des pratiques liées au sol au nom du lien social qui se noue autour de l'acte alimentaire.

Dans le cadre du programme de recherche PIREN-Seine (1), ces visions opposées ont été prises comme base pour l'établissement de deux scénarios prospectifs du système agro-alimentaire français à l'horizon 2050, à l'échelle territoriale et nationale. Ces deux scénarios contrastés permettent tous les deux de nourrir la population française :

Le premier scénario (dit « ouvert et spécialisé ») consiste dans la poursuite du mouvement de spécialisation, de déconnexion de l'élevage d'avec l'agriculture et d'ouverture sur les marchés internationaux. Il est dans la droite ligne des objectifs de croissance et de mondialisation affirmés par la plupart des politiques publiques nationales et européennes.

Le second scénario (dit « autonome, reconnecté, démocratique(2) ») suppose au contraire une réorganisation profonde du système agro-alimentaire français. Il s'agit d'accroître l'autonomie en intrants des exploitations et des territoires, de diversifier les rotations culturales en y intercalant des légumineuses fixatrices d'azote, fourragères (luzerne, trèfle...) ou à graines (lentilles, pois...) ou des arbres, selon les principes de l'agroécologie et de l'agroforesterie.

En fait, les évolutions prévisibles seront plus nuancées car le scénario « ouvert et spécialisé » peut à la fois se verdier un peu et se techniciser. Quant au scénario 'autonome, reconnecté, démocratique, il ne tient pas assez compte des réalités (existence de pâturages dans le monde deux fois plus étendus que les terres

labourées et de populations d'éleveurs vivant en symbiose avec leurs parcours), du contexte international et des pressions exercées par les pays peu développés et émergents pour l'écoulement de leurs produits. Évidemment le choix à opérer est politique, mais devra prendre en compte les réalités actuelles et les données sociales et culturelles. Les convivialistes s'inscrivent dans la vision d'une évolution privilégiant l'agroécologie et la recherche d'une large part de résilience alimentaire qui est à notre portée ; mais le territorialisme dont elle se réclame n'a de sens que si cette évolution s'envisage en articulant le local aux niveaux nationaux, européens et internationaux.

On peut envisager d'engager tout de suite des mutations systémiques qui auront des impacts significatifs à la fois sur le climat, la biodiversité, le confort animal, la santé alimentaire et la faim dans le monde et la malnutrition. Les processus en sont connus, les techniques en sont maîtrisées, les nouveaux modèles économiques ont été appréhendés et décrits. Mais il faut bien apprécier les processus de changements que cela induit et les résistances compréhensibles qui vont se manifester ; celles-ci ne seront pas seulement celles des lobbies économiques attachés à leurs sources de profit traditionnels, mais aussi celles des pesanteurs et des résistances face au changement. Prenons ainsi en compte ce que ressentent des agriculteurs qui ont lourdement investi sur la base des pressions du modèle économique dominant, et qui souffrent d'un « agro-bashing » qu'ils jugent immérité. Soyons sensibles aux efforts d'innovations à faire en matière de formation, de mutations foncières, de conversions à intervenir sur les outils de productions, de réseaux de recherche-développement. Prenons la mesure du caractère systémique des changements à intervenir au fait des liens étroits entre production, consommation, transformation, distribution, l'ensemble mis en économie circulaire. Rien ne nuit plus à cette orientation que des affirmations simplistes et réductrices sur ce qu'il convient de faire.

Comment des métropoles s'organisent pour changer leur système alimentaire

Compte tenu des résistances rencontrées au niveau des États, des métropoles s'organisent pour assurer leur résilience alimentaire. Elles encouragent les solidarités entre espaces urbanisés et espaces cultivées, favorisent le bio et l'agroécologie, organisent des circuits courts, luttent contre la précarité alimentaire, favorisent l'agriculture urbaine et s'efforcent d'encourager des pratiques alimentaires plus saines ; de plus, la protection, voire l'extension des terres agricoles permettent l'établissement de ceintures nourricières sécurisées. Dans le monde, des exemples significatifs existent à Montréal, Liège, Barcelone, Milan, etc.

En France, des métropoles régionales comme Rennes, Nantes, ..., poursuivent la même politique.

Dans l'aire métropolitaine francilienne, un projet ambitieux – CARMA-RISOME- a été défini par des acteurs de l'ESS sur le Pays de France, suite à une lutte pour s'opposer à un immense complexe de tourisme et de loisirs ; mais sa mise en œuvre qui démarre se heurte encore à un manque de soutien des pouvoirs publics.

En France, la multiplicité des initiatives engagées en direction d'un nouveau système agroalimentaire commence à devenir significative :

D'abord, de très nombreuses villes, soit de leur propre initiative, soit du fait de certains syndicats agricoles minoritaires ou de groupements de producteurs par exemple en agriculture biologique ou pour la préservation des races menacées, soit suite à la demande de mouvements citoyens, encouragent des opérations d'agriculture urbaine (jardins partagés, micro fermes pédagogiques, « agrocités », ...). Certes, cela pèse peu en termes de ressources alimentaires, d'autant qu'il s'agit pour l'instant le plus souvent d'initiatives éparées, mais les conséquences en termes de lien social et de sensibilisation des consommateurs est très fort.

Dans certaines métropoles, comme Rennes, Nantes, ..., et sans doute bientôt la métropole parisienne, on commence à envisager dans les espaces agricoles péri-urbains des opérations de transition agroécologique sur de vastes surfaces, qui s'inscrivent dans un système alimentaire métropolitain, (on parle à Audruicq entre Calais et Dunkerque « d'éco pôles alimentaires ») et on tente d'organiser des alliances entre territoires producteurs et territoires consommateurs pour satisfaire les besoins en bio et pour renforcer la résilience alimentaire. De nouveaux modèles économiques (par exemple autour de l'économie de la fonctionnalité) y sont testés.

L'économie sociale et solidaire (ESS) prend tout son sens dans ses initiatives : d'abord du fait d'acteurs économiques importants comme par exemple Biocoop ou le mouvement des AMAP (Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne) dans la distribution ou Terre de Liens dans la maîtrise foncière et l'installation de nouveaux agriculteurs, mais aussi par la promotion de démarches territoriales collectives multi-acteurs pour aller vers des espaces régionaux plus autonomes et plus durables, mais aussi plus solidaires. C'est par exemple la démarche des Pôles Territoriaux de Coopération Économique (PTCE) animée notamment par le Labo de l'ESS, avec plusieurs exemples positifs en cours autour des questions alimentaires. Mais l'ADN de l'ESS est tout aussi régulièrement détourné par des projets de type start-up qui ont bien intégré l'aura que leur donne ce statut ainsi que l'accès aux financements publics.

Mais, malgré ces évolutions, **le système économique dominant continue d'être celui de l'agriculture intensive** tournée en priorité vers plus de production et d'exportation et non vers la satisfaction des besoins liés à une production de qualité et une alimentation saine. Il favorise des gaspillages alimentaires et laisse de gros distributeurs faire la loi sur les prix. Certes, on peut percevoir au-delà des beaux discours de timides progrès : la nouvelle PAC (politique agricole commune) fait une petite ouverture à l'encouragement du bio, les plans de relance économique prennent en compte quelques aides aux mutations nécessaires. Mais quel écart entre certaines ambitions affichées dans les États Généraux de l'Alimentation et ces inflexions qui restent marginales et trop sectorialisées.

Et ce qui frappe par-dessus tous tout, **c'est le faible poids des « consommateurs mangeurs » dans les choix qui sont faits.** Face aux lobbies agricoles puissants, il y a bien quelques contre-feux ici et là, mais bien loin de ce qu'on pourrait attendre, car les principales associations de consommateurs sont généralistes et ont du mal à faire entendre dans des dossiers aussi complexes que ceux liés à l'agroalimentaire.

Même en parlant de territorialiser les circuits agricoles, la dimension internationale n'en est pas moins essentielle : au cours des dernières décennies, grâce à une forte poussée néo-libérale, le système alimentaire mondial, depuis la production, la transformation et la distribution, est passé sous l'emprise d'une poignée de sociétés multinationales. La crise de la COVID 19 a révélé les limites de ce système en le mettant hors service en quelques semaines, faisant courir aux pays un risque réel d'insécurité alimentaire. Même des pays riches comme la Corée du Sud et plusieurs autres pays européens comme la Belgique et l'Italie ont soudain pris conscience des dangers de cette concentration des entreprises dans les systèmes alimentaires des populations. Dans de nombreux pays en développement, de gros risques de famine sont encourus par la population.

Rien de tout cela n'a surpris les paysans et les petits producteurs d'alimentation qui, en effet, nourrissent 70 % de la population mondiale alors qu'ils n'ont accès qu'à 25 % des ressources. Au contraire, la pandémie a montré que ce sont les paysans, les pêcheurs, les petits producteurs d'aliments, hommes et femmes, qui, lorsque les pays sont confrontés à des pénuries alimentaires, continuent de produire des aliments malgré les négligences, les défis et les risques.

Le combat qui se développe est un combat mondial qui réclame une solidarité globale. « Cela fait de très longues années que l'insécurité alimentaire qui est typique d'une menace tue à peu près 9 millions

d'humains chaque année... », sans que les pays puissants s'en soient senti concernés. Nous ne savons pas passer d'une culture de la sécurité nationale à une culture de la sécurité globale alors que c'est ce qu'il faudrait faire.

Heureusement qu'il existe un mouvement international pour faire entendre dans les grandes institutions et à chaque signature de traité une autre vision du système agroalimentaire : la Via Campesina (La Voie paysanne » en espagnol) coordonne des organisations de petits et moyens paysans, de travailleurs agricoles, de fermes rurales, de communautés indigènes d'Asie, des Amériques, d'Europe et d'Afrique. Elle milite pour le droit à la « souveraineté alimentaire » et pour le respect des petites et moyennes structures paysannes. Les mouvements citoyens aussi se structurent, par exemple les CSA (Community Supported Agriculture, représentées en France par les AMAP) au sein d'Urgenci.

Le choix qui s'ouvre devant nous au sujet des évolutions du système agroalimentaire est beaucoup plus qu'un choix économique à impact fort sur le climat et sur notre organisation spatiale. **C'est un choix fondamental de civilisation pour l'avenir de l'humanité tout entière.**

Comme le dit Augustin Berque (3) *« en ce temps où s'impose la recouvrance de nos liens avec la Terre, c'est donc, concrètement, par la terre que nous devons commencer: par l'agriculture, qui a cessé d'être une culture – un élevage, une élévation – de la terre/de la Terre pour devenir une industrie déterrestrante et mortifère, qui décompose les sols par ses intrants chimiques et les écrase par sa machinerie lourde, assassine les écosystèmes par ses biocides, torture les animaux, décime la paysannerie non seulement parce qu'elle la ruine, la chasse de la terre ou la pousse au suicide, mais aussi l'empoisonne avec ces mêmes biocides, et pour finir, cerise par-dessus le marché, intoxique tous les consommateurs....La grande fiction, le grand mythe de la modernité, ce qu'on appelle le dualisme, c'est que nous transcendons la Terre. Que nous pourrions nous déterrestrer, en somme, et donc que, corrélativement, nous pouvons détruire impunément la biosphère ».*

4- Comment aller vers un système agroalimentaire durable et résilient le plus rapidement possible.

Si on sait ce qu'il faudrait faire dans l'évolution des modes de production, dans l'amélioration de la qualité de l'alimentation pour le plus grand nombre, pour relocaliser tout ce qui peut l'être et développer des circuits courts autour de distributeurs acceptant de payer le juste prix aux producteurs, pour multiplier les mises en économie circulaire en recyclant les déchets alimentaires, on sait aussi que les forces conservatrices privilégiant la maximisation des profits freinent les mouvements émergents. Elles exercent une influence directe sur les circuits financiers, les institutions internationales, les réglementations, les systèmes d'aides publiques et sur les dispositifs de formation. La publicité pour la mal bouffe continue de prospérer, avec des verdissements trompeurs, et le désarroi des exploitants agricoles de tous pays face à des messages contradictoires ajoute encore aux difficultés. Et on passe insensiblement des tensions aux conflits ouverts.

Faut-il alors penser rapports de forces et luttes conflictuelles ? Selon les convivialistes, ces conflits ne sont pas seulement fondés sur un différend économique (qui est pourtant réel) mais aussi sur un défaut de reconnaissance. Le principe convivialiste d'opposition créatrice s'oppose aux conflits destructeurs. Il est légitime de s'opposer, de nous poser en adversaires tout en se reconnaissant comme membres d'une même humanité devant trouver un processus pour continuer malgré nos différences à œuvrer pour le même bien commun. Ce qui, pour un élément aussi vital et naturel que l'alimentation, devrait pouvoir se révéler possible.

Notre proposition en la matière se fonde sur trois processus :

- Le lancement d'un débat démocratique à la hauteur des enjeux
- Le changement de vision territoriale
- Quelques mesures « basculantes » (susceptibles d'aider à l'accélération du changement).

Le lancement d'un débat véritablement démocratique à la hauteur des enjeux :

La période est favorable à un débat enfin démocratique sur l'alimentation : travaux de recherche sur la démocratie et la justice alimentaires, cadre juridique et institutionnel favorable (comme les Projets Alimentaires Territoriaux en France, les food councils dans les pays anglo-saxons), implication de tous les échelons de proposition et de décision sur les évolutions alimentaires, réseautage des initiatives de la société civile (par exemple Urgenci pour les AMAP, Via Campesina pour l'agriculture) ou des collectivités (par exemple le pacte de Milan pour les villes). Pour l'heure, le débat démocratique est cantonné aux échelons territoriaux, par exemple dans diverses formes de conseils alimentaires liés à des Projets Alimentaires Territoriaux. Il est mené avec des succès divers, compte tenu notamment des manques criants de savoir-faire des collectivités pour l'organiser. Aux échelons plus vastes, il est fréquemment confisqué ou étouffé par les lobbies industriels ou les représentations institutionnelles corporatistes, comme les chambres d'agriculture.

La démocratie de rivalité, ou organisée autour de la loi du nombre, représente un progrès incontestable par rapport à tout système censitaire. Elle est cependant insuffisante pour traiter les grands défis de l'époque. Nous avons besoin d'une forme beaucoup plus implicative de démocratie, alors que celle d'aujourd'hui n'est même pas représentative : elle est délégative et peu délibérative. Pour affronter les défis qui sont devant nous, nous avons besoin d'une démocratie continue avec une dimension qualitative très importante, celle par exemple que lui apportent les lanceurs d'alerte ou « les lanceurs d'avenir ».

Nous devons promouvoir le principe démocratique dans ce qu'il a de meilleur équilibrant mieux délégation, délibération et décision. Ceci nécessite à la fois adaptations institutionnelles, formations civiques et à l'éthique du débat, responsabilisation des médias et des réseaux sociaux, etc.

Il n'est pas dans notre propos de donner des recettes de méthodes, mais d'indiquer des principes ; et aussi de pointer une appétence croissante, voire une exigence, où se retrouve et la société civile et un nombre croissant de collectivités territoriales, dans un thème, sur un sujet comme celui de l'alimentation, le débat démocratique n'a de sens que s'il porte aussi sur une lecture du monde, de nos rapports avec autrui, avec la nature, avec la terre nourricière. C'est ainsi qu'Hannah Arendt a posé clairement la question du sens de l'agir humain et des conditions de son existence : l'environnement organique et inorganique qu'est la Terre, l'ensemble des artefacts dont l'homme s'entoure pour donner une permanence à sa vie sur la Terre et l'espace public par lequel les êtres humains peuvent entrer en relation et conserver la mémoire de leurs actes. Le défi qui est le nôtre est d'organiser le débat démocratique sur ces bases.

Le changement de vision territoriale

Le renouveau de l'aménagement des villes et des territoires est une des clés du changement à promouvoir. Et pour cela, il ne suffit pas de promouvoir davantage de nature en ville, un meilleur respect de la biodiversité, des écoquartiers, des pistes cyclables et de l'agriculture urbaine - périurbaine ou de faire la louange des villes petites et moyennes ; ce sont les fondements même des concepts spatiaux de villes et de campagnes qu'il faut réinterroger du point de vue de leurs usages économiques et sociaux et des modes de vie qu'ils sous-tendent.

Une importante vague de travaux de chercheurs déjà expérimentés sur le terrain, notamment en Italie, a montré la voie autour de concepts, d'ailleurs liés, comme le territorialisme et le bioregionalisme

Dans son ouvrage sur la biorégion urbaine, Alberto Magnaghi, considéré comme le fondateur de l'école territorialiste italienne, émet des critiques sur le développement économique conventionnel, perçu au travers de la seule croissance du PIB, et qui est « déterritorialisé », c'est-à-dire coupé de tout ce qui relie les habitants à leurs territoires. C'est un processus générateur de « nouvelles pauvretés » qui « tiennent globalement à la réduction de la valeur d'usage des biens existants sur le marché, en raison de leurs incidences négatives sur la santé ainsi que la qualité de vie et de l'environnement ». Ces pauvretés

ne sont pas les pauvretés extrêmes de l'exclusion de l'économique. Il propose une « approche territorialiste : pour un développement local auto-soutenable » (théorie), articulée à des « visions (pour) un scénario stratégique » (programmes). L'implication citoyenne - notamment des plus pauvres qu'il redéfinit -, en est la clé de voûte. La reprise en mains de leur espace de vie par les habitants en constitue le projet politique, plus proche d'une « multiplicité de styles de développements » que du paysage lisse et homogène de l'actuelle globalisation libérale. C'est une « globalisation par le bas » qui garantira « le respect des besoins des acteurs les plus faibles » (soutenabilité sociale). »

Dans la même perspective, des chercheurs anglo-saxons, prolongeant les thèses d'Hannah Arendt, ont défini la biorégion comme est un « lieu de vie » qu'il est possible de caractériser par des limites naturelles (plus que politiques), et qui possède un ensemble de caractéristiques géographiques, climatiques, hydrologiques et écologiques capables d'accueillir des communautés vivantes humaines et non humaines uniques.

On considère que l'existence humaine est structurée par sa relation avec le milieu, comme celui-ci l'est en retour par l'existence humaine. Et ce milieu est nécessairement empreint de notre subjectivité. Dans ces termes on peut parler de la nature en tant que milieu de vie, la tectonique en tant que milieu des connaissances, la société en tant que milieu culturel. La biorégion serait ainsi l'expression du milieu politique à partir des résistances et des ressources des milieux, de leurs potentialités et de leurs intensités de vie.

La crise pandémique a aussi mis en exergue les « trous » de l'appareil d'interprétation de la réalité alimentaire des territoires. Ainsi, l'enquête « manger au temps du coronavirus » a révélé l'importance de la proximité, sociale de voisinage, géographique d'approvisionnement, pour la réassurance des mangeurs. Elle invite à compléter l'arsenal interprétatif mis en œuvre en France, où l'approche filière se confronte à l'approche territoriale, par des concepts sous-utilisés comme le paysage ou l'environnement alimentaire. Celui-ci inviterait les collectivités à considérer que l'adjoint à l'urbanisme a un rôle éminent à jouer dans l'évolution du système alimentaire local.

Exemples de « mesures « basculantes » à étudier et à débattre

La mise en débat d'une « sécurité sociale alimentaire »

On part de la notion de droit à l'alimentation. En France, on parle de plus en plus de "sécurité / couverture sociale alimentaire", mais pas de droit à l'alimentation. Pourtant, ce droit a une existence juridique : en 2014, il était explicitement inscrit dans 28 constitutions, et implicitement dans une quarantaine d'autres. Comme d'autres droits économiques, sociaux et culturels, il fait l'objet d'une jurisprudence aux niveaux de différents États. Ce droit fondamental est inscrit dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (Pidesc, 1966, Article 11), ratifié par la France en 1980. Récemment, une organisation d'agronomes (ISF-Agrista), s'appuyant sur les travaux du sociologue et économiste Bernard Friot, propose comme de mettre sur pied une « sécurité sociale alimentaire » pour renforcer le droit à l'alimentation. Il s'agit, en résumé, de sanctuariser un budget pour l'alimentation de 150 euros par mois et par personne (4) et de l'intégrer dans le régime général de sécurité sociale. Tout comme pour la sécurité sociale à son origine, ce budget devra être établi par des cotisations garantissant le fonctionnement démocratique de caisses locales de conventionnement. Chacune de ces caisses, gérées par les cotisants, aurait pour mission d'établir et de faire respecter les règles de production, de transformation et de mise sur le marché de la nourriture choisie par les cotisants. Il est même envisagé que la PAC contribue à l'équilibre de ces caisses. Des travaux ont en cours pour tenter de préciser le fonctionnement d'un tel système. D'autres travaux ou propositions politiques, comme celle du député Guillaume Garot sur une « couverture alimentaire universelle » sont en train de dépasser le statut de vœux pieux.

Une réforme du foncier agricole

Le terme de « paysan sans-terre », inspiré du Brésil, illustre la difficulté qu'ont les postulants à devenir agriculteurs, encore plus quand ils sont d'origine extra-agricole, à trouver un espace pour cultiver. Ce profil est pourtant majeur dans le renouvellement de l'agriculture et des réseaux alimentaires, numériquement et qualitativement. Or le foncier est trop souvent considéré dans l'économie actuelle comme une réserve pour l'extension urbaine privilégiant les exigences du foncier à bâtir. La maîtrise du foncier périurbain est la condition nécessaire d'une sauvegarde des sols agricoles et, plus fondamentalement, d'une reconnexion à la terre et à la vie. On assiste simultanément d'une part à l'érosion de la pertinence des outils nationaux de régulation promus par Edgar Pisani comme les SAFER, qui sont contournés par de nouveaux montages sociétaires agricoles, et d'autre part à la multiplication de projets locaux portés par la société civile (Groupements Fonciers Agricoles par exemple) et les collectivités (par exemple Mouans Sartoux, Moëlan sur Mer, Grande Synthe, Biovallée, département d'Ille et Vilaine,...). C'est ainsi que la notion de « foncier alimentaire de proximité » a été développée et mise en pratique sur divers territoires par des exploitants et par des associations comme Terre de Liens pour lutter contre les inadaptations réglementaires actuelles. Il est proposé que ce foncier agricole soit préempté et protégé par la puissance publique en tant que commun, une réforme donnant à des SAFER reconfigurées, à des collectivités publiques et à des associations un pouvoir d'agir repensé. Pour l'heure, tous les projets législatifs amorcés dans ce sens, comme le projet de loi foncière annoncé en 2020, ont été rejetés. L'expérience montre que la maîtrise, pour ne pas dire la confiscation, de l'information sur le foncier agricole par les promoteurs du modèles techno-productiviste, est un frein central dans la transition agroécologique. La réduction du débat à la consommation d'espace agricole par les villes masque la violence des tensions à ce sujet au sein du monde agricole et l'importance d'un aménagement du territoire prenant en compte l'ensemble des enjeux environnementaux.

Il existe bien d'autres mesures qui pourraient être qualifiées de « basculantes », et notamment celles qui visent à sécuriser le revenu paysan, comme le revenu de transition écologique pour les territoires résilients.

Changer de civilisation en mangeant autrement

Manger autrement, c'est retrouver ce que le passé nous a laissé de bien et d'abord le plaisir de cultiver ou d'acheter de bons produits, de cuisiner et de partager un repas convivial, mais c'est aussi échanger pour que chaque culture puisse apporter ce qu'elle sait et améliorer en matière d'alimentation saine et diversifiée.

Si des convivialistes ont tenu à s'exprimer sur les nécessaires mutations du système agroalimentaire, c'est parce qu'ils considèrent que l'on touche par là des éléments essentiels et assez fondamentaux qui illustrent certains des principes de leur Manifeste :

- Le principe de commune humanité appliquée à une activité qui requiert la prise en compte de la diversité des situations, des histoires, des cultures, des convictions, confrontée à des propositions globalisantes et uniformisantes.
- Le principe de commune naturalité appliqué à une activité économique fondée en partie sur des cycles et équilibres naturels, d'où l'importance de la recouvrance de nos liens avec la Terre doit changer notre regard sur l'agriculture, à l'heure où l'artificialisation des processus de production alimentaires est défendue par certains.

- Le principe de commune socialité appliquée à un secteur qui requiert de faire société et communauté pour valoriser les initiatives et maintenir la cohésion sociale face aux dérives individualistes et corporatistes et aux dominations des puissances politiques et économiques (un petit nombre de firmes sont de plus en plus dominantes, par exemple trois dans les semences, quatre pour les marchés internationaux).
- Une légitime individuation à sublimer dans la recherche d'une commune humanité, socialité et naturalité.

Notre combat est un combat contre la démesure de l'extension infinie du marché, jusqu'à la marchandisation de l'humain, et contre l'abaissement de l'intelligence collective : Lorsque certains responsables politiques opposent artificiellement la croissance économique à la décroissance écologique ou qualifient en bloc les écologistes d'idéologues intégristes loin des réalités, ils témoignent d'une ignorance profonde de ces mêmes réalités couplée à de l'opportunisme politicien. Le choix d'oppositions factices et d'une terminologie approximative relève d'une manœuvre qui veut sous-entendre que ce que promettent les « écologistes », c'est une forme de confinement perpétuel et de retour à des temps anciens. Face à l'importance et à l'urgence des problèmes à traiter, ce type de procédé n'apporte rien à la recherche des solutions.

Dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentation, les multiples initiatives qui inventent au jour le jour des alternatives porteuses de sens et de mieux-être, pour encourageantes qu'elles soient, risquent de n'aboutir à rien aussi longtemps qu'elles ne nous disent pas quel autre type de société nous pouvons construire. Or, dans leur ouvrage sur l'alimentation des villes (5), Gilles Fumey et Thierry Paquot, faisant allusion à la « grammaire des civilisations » de Braudel montrent bien à quel point les évolutions agricoles ont, dans l'histoire de l'humanité, non seulement façonné les territoires et les concepts spatiaux, mais ont été des facteurs clés pour façonner la société tout entière.

Lorsque le manifeste convivialiste parle de « pluriversalisme », qui est à la fois la reconnaissance de la pluralité de nos identités et du commun des Terriens, de la famille humaine, qui comprend des éléments fondamentaux parmi lesquels les droits humains, et en particulier celui de s'alimenter, il traite de l'ambivalence de la condition humaine ; celle-ci se décline à tous les niveaux : à l'échelle planétaire, puisque le devenir de l'humanité est en jeu, mais aussi dans l'intime de nos vies. **Les transformations personnelles et les transformations sociales et structurelles, doivent être pensées de façon complémentaire et non contradictoire.** C'est vrai à l'échelle du monde, d'un continent, d'une nation, d'une localité....

Et il n'y a pas pour cela de plus beau terrain d'expérimentation et d'invention que la manière de se nourrir, de nourrir les humains et de partager nos repas.

[1]Le PIREN-Seine, vaste programme de recherche interdisciplinaire sur l'eau et l'environnement du bassin de la Seine. Il a publié en 2019 un rapport « Le système agro-alimentaire du bassin de la Seine : passé, présent et futurs possibles »

[2]Le régime dit « démitarien » réduit de moitié la consommation de produits animaux.

[3]Cité par Gilles Fumey. Libération 20/07/2020

[4]Rappelons que le budget alimentaire par Français est de l'ordre de 3 300 euros par an, ce qui représente un moyen environ 15% du budget total. Cette proportion croît fortement dans les ménages à bas revenus, où elle atteint 25% alors que les dépenses obligées atteignent les 2/3 des ressources. Dans les ménages les plus pauvres, l'alimentation « mange » donc la majeure partie des ressources librement affectables.

[5]Villes voraces et villes frugales, CNRS éditions, 2020